

L'indépendance du Kosovo est-elle une fin en soi ? Regards croisés multiscalaires

Amaël Cattaruzza est docteur en géographie.

Le parlement du Kosovo, petite république d'environ deux millions d'habitants, a officiellement adopté la loi proclamant son indépendance le dimanche 17 février 2008 vers 16h. Dans cet Etat peuplé à plus de 90% d'Albanais, la nouvelle était attendue depuis longtemps et entraînait immédiatement des foules de Kosovars dans les rues arborant le drapeau albanais (aigle noir sur fond rouge), le drapeau américain et européen (pour leur aide dans le processus d'accession à l'indépendance), tandis que le nouveau drapeau du Kosovo venait d'être désigné par les députés. Celui-ci représente la carte du Kosovo en jaune or sur fond bleu surmontée de six étoiles blanches, symbolisant les six principales communautés ethniques du Kosovo : les Albanais, les Serbes, les Roms (en y incluant les Ashkallis et les Egyptiens), les Bosniaques, les Turcs et les Gorans (cf. fig. 1). Les célébrations durèrent jusqu'au petit matin. Résidant en Serbie, nous apprenions la nouvelle par la radio serbe, qui permettait de suivre à la minute près les événements de la journée. Compte tenu de l'importance de l'évènement, les principales chaînes de télévisions et stations de radio avaient mobilisé leur rédaction pour couvrir l'information en temps réel toute la journée.



Figure 1 - Localisation et nouveau drapeau du Kosovo

Quelques minutes après que la proclamation d'indépendance ait été adoptée, le président démocrate serbe Boris Tadic intervenait en direct pour préciser que la Serbie ne reconnaîtrait jamais cette sécession et qu'elle ferait tout ce qui est en son pouvoir par voie pacifique et diplomatique pour annuler la décision du parlement kosovard. A son tour le premier ministre nationaliste Vojislav Kostunica prenait la parole un peu plus tard pour condamner l'émergence de cet « Etat fantôme » (*lazna drzava*) et il désignait les responsables internationaux de cette injustice, les Etats-Unis et l'Europe qui a suivi, cédant sous la pression américaine. Dès le lundi 18 février, le Parlement serbe réuni dans l'urgence adoptait une résolution déclarant comme nulle et non avenue la proclamation d'indépendance du Kosovo, et il était immédiatement suivi par les Serbes du Kosovo. Cette enchaînement d'actions et de réactions créait une situation géopolitique inédite à plusieurs échelles : au Kosovo, en Serbie, dans les Balkans, en Europe et sur la scène internationale. Et à chacune de ces échelles, les conséquences semblent très imprévisibles.

1. Le Kosovo, un Etat à l'assise territoriale incertaine

Le Kosovo qui vient d'être créé doit faire face, dès sa naissance, à un mouvement de contestation fort de sa cohésion territoriale. En effet, sur le papier, les dirigeants du Kosovo ont affirmé que cet Etat serait une démocratie laïque, garantissant les droits et les libertés des minorités vivant sur son territoire, et en particulier de la minorité serbe. Or, les Serbes du Kosovo ont d'ores et déjà annoncé qu'à l'instar de la Serbie, ils ne reconnaissent pas l'indépendance de la province. Ceux-ci sont principalement regroupés au Nord de la République, dans les municipalités de Kosovska Mitrovica, de Leposavic, de Zvecan, et de Zubin Potok ainsi que plus au Sud, dans celle de Strpce et à l'Est dans celle de Novo Brdo, circonscriptions où ils sont majoritaires [1]. Ils sont également présents de manière plus sporadique dans de nombreuses enclaves insérées dans des municipalités à majorité albanaise (comme Gračanica qui devrait obtenir le statut de municipalité avec l'application du plan Ahtisaari, Orahovac, Velika Hoca, etc.). Ces quelques municipalités ou agglomérations serbes vivent donc encore virtuellement en Serbie, et se placent sous la tutelle l'administration de Belgrade (cf. fig. 2).

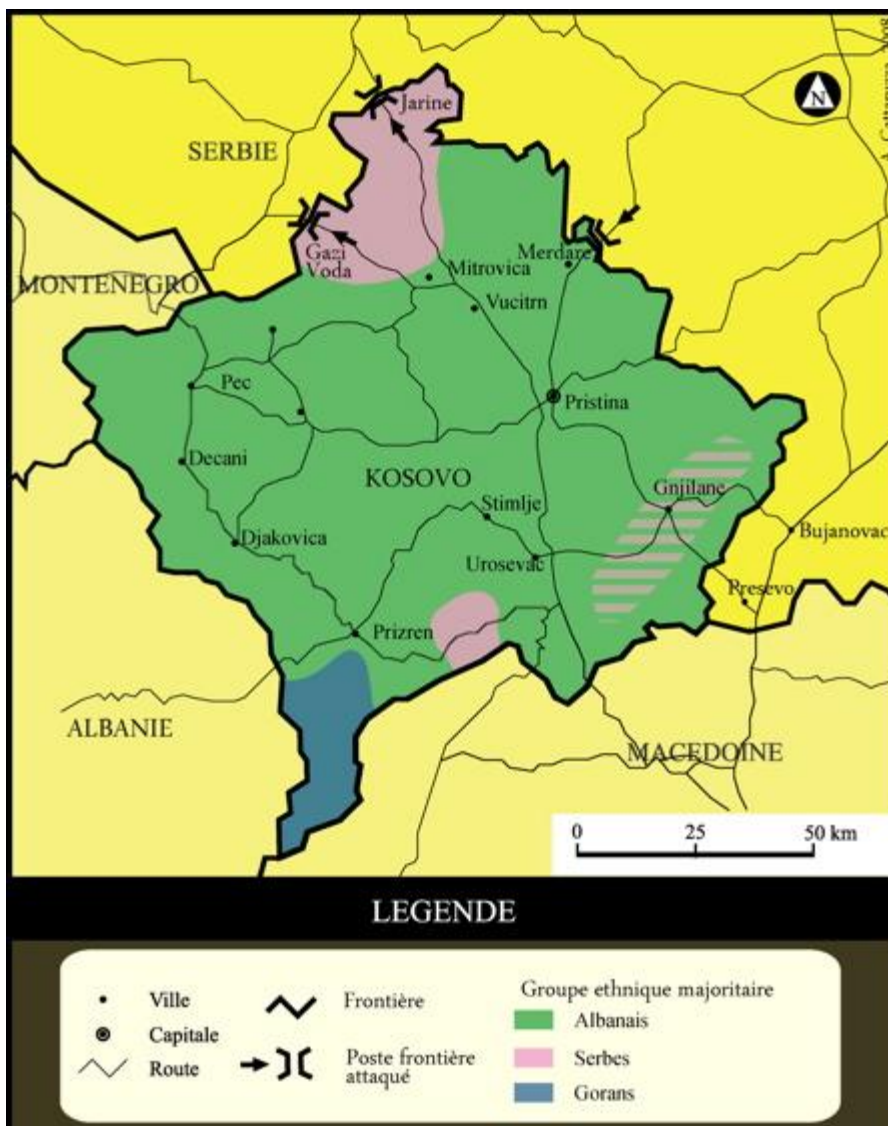


Figure 2 - Répartition des groupes ethniques au Kosovo

Cette administration parallèle au sein du nouvel Etat kosovar était d'ailleurs déjà en place depuis 1999 et l'adoption de la résolution 1244 de l'ONU, instaurant au Kosovo un nouveau protectorat international [2]. La nouvelle indépendance du Kosovo ne devrait donc rien

changer à cette situation pré-existante. Ainsi, si la monnaie en cours sur le territoire kosovar est l'euro, le dinar serbe est toujours utilisé dans les enclaves et le nord du Kosovo. Les produits consommés, la presse lue y sont en provenance directe de Serbie, tandis que des compagnies de bus assurent la connexion quotidienne entre ces régions et les principales villes serbes. De même, alors que l'Université de Pristina était prise en charge par les Kosovars albanais, une Université serbe était créée à Kosovska Mitrovica, pour accueillir professeurs et étudiants serbes du Kosovo, les enseignements manquants étant assurés par des professeurs de Belgrade et de Nis. Enfin, toutes ces régions sont depuis 1999 sécurisées par les forces de l'OTAN au Kosovo, la KFOR, qui vérifie toutes les entrées et les sorties de ces agglomérations. L'espace vécu et perçu par les Serbes dans ces zones est donc depuis plus de neuf ans un espace radicalement distinct de celui des habitants vivant dans le reste du pays.

Ce constat permet de fournir des éléments d'analyses sur les événements survenus dans la semaine du 18 au 24 février au Kosovo. Mises à part les manifestations de contestation qui se sont déroulées toute cette semaine dans les régions serbes du Kosovo, nous voulons attirer l'attention sur une forme particulière de contestation : l'attaque des postes frontières. Ainsi, le mardi 19 février, deux postes frontières au nord du Kosovo, Jarinje et Gazi Voda, étaient détruits par des Serbes du Kosovo en colère. Deux jours plus tard, le 21 février 2008, des manifestants serbes venue de Nis, de Leskovac et du sud de la Serbie attaquaient le poste frontière de Merdare. Ces actions visant précisément les frontières ne sont bien évidemment pas le fruit d'un hasard géographique. En attaquant les postes frontières, les manifestants serbes contestent l'existence même du nouvel Etat. Ce n'est d'ailleurs pas les postes frontières en eux-mêmes qui semblent gêner les manifestants - car ceux-ci ne sont pas récents et existent depuis l'application de la résolution 1244 sous la forme de *check points* et de contrôle douanier - mais l'idée même de l'existence d'une frontière internationale séparant le Kosovo de la Serbie. De fait, dans la situation actuelle, les zones serbes sont au coeur d'un imbroglio territorial et politique, appartenant à la fois au Kosovo et à la Serbie, imbroglio dans lequel les pratiques et les représentations territoriales des habitants, évoquées plus haut, prennent toutes leur place. Comment parler de vellétés d'indépendance des Serbes du Kosovo ou de volonté de rattachement à la Serbie, puisqu'ayant adopté la résolution serbe sur le Kosovo, ceux-ci sont encore officiellement, du point de vue de l'Etat serbe, en Serbie ? De même, l'idée d'une partition des zones serbes du Kosovo peut-elle être acceptée officiellement par les Serbes puisque cette solution reviendrait à reconnaître de manière implicite l'existence d'un Kosovo indépendant ? Ces questions sont donc le cœur d'un nouveau noeud insoluble dans les Balkans, qui est une vraie préoccupation pour le jeune Etat kosovar, dont la forme territoriale est désormais figée sur son étendard national.

2. La Serbie, une lutte diplomatique sur fond d'Union nationale transbalkanique

Vue de Serbie, cette indépendance unilatérale reconnue immédiatement par plusieurs grands pays, dont les Etats-Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France, est vécue comme une profonde injustice et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la province du Kosovo, dont les frontières actuelles sont récentes et issues du découpage administratif de l'ancienne Yougoslavie de Tito, n'a jamais eu le droit de sécession, à la différence des autres Républiques Yougoslaves [3]. Cette circonscription provinciale avait acquis une large autonomie, accrue en 1974 par Tito pour répondre précisément aux revendications albanaises, mais n'avait jamais obtenu le statut de République qui lui aurait donné, dans certaines conditions, le droit à l'autodétermination. Malgré la politique de Milosevic, dont beaucoup reconnaissent aujourd'hui les conséquences désastreuses, de nombreux Serbes ne comprennent pas cette entorse au droit international faite aujourd'hui contre l'intégrité de leur

territoire national, alors que de nombreux Etats en Europe et dans le monde sont confrontés au problème de régions sécessionnistes et sont toujours confortés par les institutions internationales dans leurs frontières. D'autre part, la région du Kosovo a une importance symbolique pour les Serbes, puisqu'elle est considérée comme berceau de la nation, depuis la bataille de Kosovo Polje de 1389, et comporte de nombreux monastères et églises orthodoxes, dont le centre de l'Eglise serbe, le Patriarcat de Pec.

Pourtant, aujourd'hui, une question se pose : que peut espérer la Serbie alors que l'indépendance a été proclamée et est déjà reconnue par près de 18 Etats, et que beaucoup d'autres ont déjà annoncé par avance leur reconnaissance prochaine ? Cette question s'est posée également en Serbie. Mais, le consensus politique qui demeure autour du Kosovo y compris au sein du parti démocratique du président Boris Tadic amène à redéfinir les termes de l'interrogation : la proclamation d'indépendance du Kosovo est-elle une fin en soi ? En effet, le combat diplomatique serbe qu'a débuté le président démocrate a un but simple qu'il a d'ailleurs lui même exposé dans ses différents discours : réduire au maximum le nombre de reconnaissances officielles dont jouira le Kosovo et limiter sa légitimité sur le plan international [4]. En d'autre mot, faire du nouveau Kosovo indépendant une sorte d'Etat de seconde zone, qui ne jouirait que de compétences incomplètes et partielles. Il s'agirait ainsi d'une forme spécifique d'Etat, un nouvel OVNI sur la scène internationale, qui ne pourrait devenir membre ni de l'ONU ni d'autres organisations régionales comme le Conseil de l'Europe, et qui appellerait à revoir les anciennes dénominations géopolitiques. Le Kosovo n'est plus de fait un pseudo-Etat [5], puisque le fait d'avoir été reconnu par un grand nombre d'Etats lui confère une forme de légitimité, mais celle-ci reste incomplète, en l'absence d'une reconnaissance plus étendue (en particulier de la Russie et de la Chine) pour lui permettre d'être considéré comme un Etat à part entière. Il deviendrait à plus ou moins long terme un Etat semi-existant au niveau international. Et cette semi légitimité s'additionnerait à la semi souveraineté du Kosovo sur son propre territoire puisqu'il reste sous contrôle d'une mission internationale (la mission EULEX de l'Union Européenne devrait progressivement remplacer celles de l'ONU et de l'OTAN) et demeure donc à terme une sorte de protectorat européen dans les Balkans [6].

Cette lutte diplomatique de la Serbie qui commence s'inscrit sur fond d'Union nationale serbe transbalkanique. De fait, l'affaire du Kosovo révèle aujourd'hui très clairement la nouvelle géographie de la « question serbe [7] » dans les Balkans depuis les accords de Dayton. Ainsi lors du grand rassemblement organisé à Belgrade le jeudi 21 février qui aurait regroupé plus de 200000 Serbes, se sont succédé sur la tribune dressée en face du Parlement le premier ministre Vojislav Kostunica, le *leader* du parti radical serbe Tomislav Nikolic, le premier ministre de *Republika Srpska* (entité serbe de Bosnie-Herzégovine) Milorad Dodik, et les deux principaux leaders des partis pro-serbes du Monténégro [8]. Parallèlement, les manifestations anti-indépendance qui ont été organisées en Serbie et dans les régions serbes du Kosovo, l'ont également été à Banja Luka, dans les principales villes de *Republika Srpska* et à Podgorica (capitale du Monténégro). Cette articulation transbalkanique de la cause nationale serbe visible aujourd'hui correspond pour beaucoup de Serbes à une réalité en terme d'espace vécu et d'espace représenté. Dans chacun de ces lieux, malgré les spécificités régionales existantes, on peut consommer les produits serbes, lire la presse serbe, se sentir serbe, et regarder vers Belgrade. La cartographie de cet espace serbe est déjà lisible dans les médias, dont le quotidien belgradois *Vecernje Novosti* dont la carte météorologique représente justement cet ensemble : à savoir la Serbie (Kosovo inclus sans ligne frontière entre les deux territoires), le Monténégro et la *Republika Srpska*, qui n'est pourtant pas officiellement un Etat, mais une entité constitutive de la Bosnie-Herzégovine (cf. fig 3).



Figure 3 - Carte météorologique du quotidien Vecernje Novosti - 20 février 2008

L'indépendance du Kosovo permet donc de mettre en relief aujourd'hui un fait qui apparaît comme une évidence vu de Belgrade, les frontières internationales n'ont pas la même signification dans les Balkans qu'ailleurs en Europe et l'espace ethno-national vécu et perçu par les habitants ici est bien souvent un espace transfrontalier. Nous aurions donc eu tort de penser que le problème du Kosovo ne concernerait au final que la Serbie et le territoire kosovar. Celui-ci a des conséquences qui s'étendent à l'ensemble des Balkans occidentaux par le biais des territoires transbalkaniques serbes et albanais.

3. Les Balkans, l'Europe et le monde face au Kosovo : divisions et fragmentations

Ainsi, la cohésion territoriale fragile de quelques nouveaux Etats balkaniques apparaît menacée après le précédent kosovar. La centralisation des pouvoirs souhaitée par la communauté internationale en Bosnie-Herzégovine n'est plus pour le moment à l'ordre du jour. La structure pluriethnique de cet Etat, avec trois nations constitutives (Bosniaques, Croates, Serbes), devrait l'empêcher de reconnaître le Kosovo, se distinguant ainsi des autres Etats ex-yougoslaves (Slovénie, Croatie, Macédoine et Monténégro) qui ont annoncé une reconnaissance prochaine. En outre, Milorad Dodik, premier ministre de la *Republika Srpska*, a lui-même fait le parallèle que beaucoup de Serbes ont en tête, à savoir que l'indépendance du Kosovo traçait la voie du renforcement des pouvoirs de son entité, et de son indépendance à terme. Le raisonnement semble logique puisque le Kosovo, qui était lié constitutionnellement à la Serbie, a pu accéder à sa souveraineté, la réciproque devrait être possible pour les Serbes en Bosnie-Herzégovine, la *Republika Srpska* ayant déjà quasiment toutes les attributions d'un Etat (administration, représentation politique, police, etc.). Et cette perspective peut s'appliquer également aux régions à majorité albanaise en Macédoine, très proches du Kosovo (comme les villes de Kumanovo ou de Tetovo), de même qu'à la vallée de Presevo et à la ville de Bujanovac au sud de la Serbie, régions elles aussi albanaises et qui jouxtent directement la frontière du Kosovo. Il est trop tôt encore pour connaître les conséquences de cet événement sur les Balkans à long terme. Mais le potentiel de fragmentation est là.

Ce potentiel n'est d'ailleurs pas spécifiquement balkanique puisqu'il est sans doute l'une des raisons expliquant la division des Etats européens face au problème de la reconnaissance du Kosovo. Chypre s'est ainsi opposée radicalement à une quelconque indépendance du Kosovo et ne reconnaîtra pas le nouvel Etat. L'existence du pseudo-Etat de la République de Chypre-Nord et l'opposition forte des populations grecques chypriotes face à cette entité autoproclamée explique la position actuelle du pays sur le sujet. De même, la Roumanie a tout

à craindre du précédent que cette question ouvre pour les populations hongroises vivant sur son territoire. Celles-ci ont déjà manifesté cette semaine demandant une autonomie accrue, encouragées par l'exemple kosovar. L'Espagne doute également des conséquences que pourrait avoir une reconnaissance du Kosovo sur son territoire, rongé par les mouvements sécessionnistes basques et catalans. Enfin, la Grèce, guidée par son positionnement sur la question chypriote, par sa propre expérience vis-à-vis des populations albanaises (la diaspora albanaise y est numériquement importante) et par l'expression d'une solidarité gréco-serbe (à tonalité panorthodoxe), a déclaré qu'elle ne reconnaîtrait pas, elle non plus, cette indépendance. La division européenne face au Kosovo est un nouveau point noir pour la politique étrangère de l'Union Européenne.

Mais ne dressons pas un tableau trop pessimiste de la situation : l'envoi d'une mission européenne au Kosovo est déjà un grand pas pour montrer le potentiel d'intervention de l'UE en situation de crises (celui-ci avait d'ailleurs déjà été expérimenté à plusieurs reprises dans les Balkans, notamment en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine et dans le règlement de l'indépendance monténégrine). D'autre part, la division de l'Union Européenne qui apparaît aujourd'hui comme une tare pourrait tout à fait devenir un atout essentiel lors des discussions d'adhésion avec la Serbie. En effet, comment expliquer à la Serbie et aux Serbes dans le futur que leur place est dans l'Union européenne si tous les pays de l'UE acceptaient aujourd'hui unanimement la sécession d'une de ses régions et prenaient le parti albanais ? Le jour venu, la Grèce comme la Roumanie pourraient notamment représenter des interlocuteurs primordiaux pour amener les Serbes sur la voie de l'Europe unie.

En revanche, la division à l'échelle de la planète qui se dessine sous nos yeux semble plus inquiétante. Bien sûr, nous pourrions évoquer le potentiel de fragmentation des pseudo-Etats à cette échelle également (Ossétie du Sud, Abkhazie, Tchétchénie, Haut-Karabakh, Transnistrie, Sahara occidental, etc.). Cela serait enfoncé une porte ouverte bien que le risque doivent être mentionné. Mais plus important encore est la lutte qui s'engage au sein de l'ONU, avec un arrière-goût de guerre froide, entre les Etats reconnaissant le nouvel Etat, derrière les Etats-Unis et les principaux pays de l'OTAN, et ceux appelant au respect strict des règles du droit international, derrière la Russie et la Chine. Bien entendu, les intérêts en jeu à cette échelle dépasse largement la question du petit Kosovo. Et nous voyons poindre ici des questions de positionnements stratégiques des grandes puissances sur l'échiquier géopolitique international. Mais si le Kosovo peut apparaître dans ce jeu macro politique comme un prétexte, il n'en demeure pas moins qu'il aura été l'un des facteurs déclenchants.

Alors, l'indépendance du Kosovo était-elle une fin en soi ? Certainement pas, si l'on considère les énormes enjeux et défis que celle-ci soulève tant au Kosovo, en Serbie, dans le Balkans, en Europe que dans le monde. Peut-être pourrions-nous même avancer que cette indépendance loin d'être une fin est déjà un nouveau commencement...

Amaël Cattaruzza

[1] Sur la mosaïque ethnique du Kosovo, cf. J.A. Dérens, *Le piège du Kosovo*, éditions Non-Lieu, 2007.

[2] En 1999, nous avons ainsi assisté au Kosovo à renversement de situation. Les institutions clandestines albanaises instaurées depuis le début des années 90 étaient légitimées et

reconnues, sous protectorat international, tandis que les Serbes du Kosovo étaient poussés vers la mise en place d'une administration et d'une économie parallèles soutenus par Belgrade.

[3] Sur le découpage yougoslave de l'après seconde guerre mondiale concernant le Kosovo, et plus généralement sur toutes les questions de développement et de prise en compte du fait albanais dans la Yougoslavie communiste, cf. M. Roux, *Les Albanais en Yougoslavie*, Maison des Sciences de l'Homme, 1992, qui reste la référence incontournable en la matière.

[4] Sur le principe de reconnaissance interétatique d'un nouvel Etat indépendant, cf. notre article dans la revue *L'Espace Politique* : « [Les référendums d'autodétermination : démocratisation ou balkanisation du monde ?](#) ».

[5] La définition des pseudo-Etats ou des « trous noir géopolitique », termes proposés par Vladimir Kolossov et John O'Loughlin, est rappelée par Stéphane Rosière : « *entités qui se comportent comme des Etats disposant d'un territoire, d'un gouvernement, d'une armée, etc. (envisagés comme des Etats de facto en géographie politique), autant d'entités nées de situation de balkanisation et surtout de libanisation* » (S. Rosière, *Géographie politique et géopolitique*, 2003, Ellipses, p.167).

[6] Sur cette question, cf. l'article de [J.A. Dérens dans Le Monde Diplomatique](#).

[7] L'expression de « question serbe » avait été utilisée comme titre pour le numéro 67 de la revue *Hérodote*. La consultation de ce numéro, publié au tout début de la guerre en Bosnie-Herzégovine (1992), permet de mieux comprendre les processus qui ont produit la cartographie actuelle de l'espace ethno-national serbe et sa signification pour les populations, notamment en Bosnie-Herzégovine.

[8] Sur la distinction entre partis pro-serbes et pro-monténégrins au Monténégro, cf. notre article dans la revue *Mappemonde* nème87, « [Comprendre le référendum monténégrin de 2006](#) ».